



Nous pouvons empêcher les expulsions !

Non content de se réjouir des 17.000 expulsions réalisées depuis le début de l'année - en bonne voie pour atteindre l'objectif des 25.000 pour l'année 2009- le gouvernement français refuse de plus en plus l'asile politique à des familles mixtes, notamment azéri-arménienne, prétextant que ce sont des pays sûrs.

Chaque mois, plusieurs familles dans notre département se voient refuser cet asile qu'elles avaient demandé à la France. Chassées de leurs pays, refusées par la France, elles se retrouvent sans solution. Sans toit, sans nourriture, -la DDASS ne pouvant plus les prendre en charge- sans droit au travail et dans l'attente de la décision de renvoi ou pas du Tribunal Administratif.

Trois familles se sont retrouvées dans cette situation dans les P.O. cet été.

Grâce à la solidarité du Réseau, nous avons pu leur proposer des solutions provisoires. Pour l'une d'elle, une caravane dans laquelle ils logent avec leur trois enfants depuis début juillet. Pour l'autre une maison, mais pas de nourriture.

L'hiver est là. Le provisoire ne peut plus être.

Il faut absolument leur trouver une solution pérenne.

Il faut absolument mettre l'État devant ses responsabilités.

Il faut absolument obtenir de la Préfecture la régularisation de ces familles qui leur permettent d'avoir un toit, de travailler, et pour les enfants d'aller à l'école.

Nous avons demandé et obtenu un rendez-vous avec les services de la Préfecture pour défendre le cas de ces trois familles.

Il a été annulé par ordre du Préfet. Tant que le nouveau Secrétaire de Préfecture n'est pas nommé. Et les familles, en attendant, quoi ?

Il faut que le Préfet nous entende.

Il faut que le Préfet nous reçoive.

Pour ce faire, nous avons besoin d'une mobilisation massive des citoyens de ce département.

Si nous sommes nombreux, nous pourrons empêcher leur expulsion.

**Rendez vous devant la Préfecture
Mercredi 16 septembre à 18h**